

*L'énergie*

Le silence même du premier ministre pendant la campagne électorale n'aurait-il pas dû éveiller les soupçons des consommateurs canadiens sur la trahison qui se tramait? Le premier ministre et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) se sont bien gardés, à cette époque, de dévoiler les éléments du fameux prix canadien qu'ils voulaient instaurer sur le pétrole. Ils se sont bien gardés de dire aussi qu'un des moyens par lesquels ils espéraient y parvenir consistait tout simplement à violer probablement la Constitution, à mettre la main sur les ressources pétrolières et gazières de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique.

Qui peut nous garantir que si les libéraux réussissent à subjuguier ces trois provinces ils ne s'attaqueront pas demain aux ressources hydrauliques du Québec en attendant de saper au bénéfice du pouvoir central la puissance industrielle et minière de l'Ontario? Voilà autant de questions qu'il faut se poser actuellement. N'avons-nous pas la preuve pour ce qui regarde les provinces atlantiques qu'ils veulent répudier la généreuse politique des progressistes conservateurs et reprendre, pour le seul compte d'Ottawa, la haute main sur les ressources minières sous-marines? La conspiration libérale pour berner les Canadiens prend diverses formes, monsieur le président. Elle évite en général les mensonges trop grossiers pour être pris au sérieux. Elle se contente à peu près toujours de demi-vérités ou, si l'on préfère, de demi-mensonges, de réticences subtiles, quand ce n'est pas tout simplement de silences opaques.

Les libéraux ont une affection toute particulière pour la tactique du silence. Cela leur évite de donner aux électeurs des explications qui pourraient tourner à leur désavantage. L'exemple du silence vient d'ailleurs de haut. Le très honorable premier ministre (M. Trudeau) n'a-t-il pas lui-même caché aux Canadiens, dès 1968, son véritable objectif visant à centraliser davantage à Ottawa, quand il sollicitait d'eux son premier mandat. Comme on peut le constater les mauvaises habitudes ne se perdent pas facilement. Non seulement les libéraux ont-ils trompé les Canadiens en leur faisant miroiter la possibilité d'être soustraits aux contraintes internationales en matière de prix du pétrole, mais ils doivent être tenus directement responsables de la précarité actuelle de nos sources d'approvisionnement. Ils se sont toujours moqués dans leurs propos et dans leur politique des objectifs d'autosuffisance énergétique que proposent les progressistes conservateurs depuis longtemps. Ils ont laissé la situation se détériorer au point que nous devons payer le gros prix aux fournisseurs étrangers, alors que le gouvernement refuse aux producteurs canadiens le prix qu'ils versent aux autres sans sourciller.

Personne ne reproche au gouvernement d'avoir en 1974 institué un système de subventions pour aider les consommateurs canadiens à s'ajuster aux hausses de prix décrétées par l'OPEP. Mais ce qui aurait dû être une politique temporaire est devenue une politique permanente. Le résultat le plus net de ce manque de clairvoyance et de courage du gouvernement, c'est que les Canadiens ont continué de vivre dans l'illusion qu'ils pouvaient inconsidérément gaspiller le pétrole et le payer indéfiniment au-dessous du prix international. Un autre résultat, monsieur le président, a été l'incommensurable aggravation de notre déficit de la balance des paiements et les pressions qui ont suivi sur le dollar canadien. Enfin, il faut se rendre compte que, si dès 1975 ou 1976 le prix du pétrole

canadien avait atteint le niveau international, ou à tout le moins le niveau américain, des milliards de dollars additionnels auraient déjà pu être investis dans la recherche de nouvelles sources d'hydrocarbures ou de nouvelles sources d'énergie renouvelable. Pour des avantages électoraux à court terme, le parti libéral aura contribué à affaiblir l'économie canadienne, à tromper les consommateurs sur la nécessité d'un redressement draconien des prix du pétrole et il aura en même temps aggravé tragiquement l'état de dépendance dans lequel nous nous trouvons présentement en ce qui concerne nos sources d'approvisionnement énergétique.

Autre trahison de l'honorable premier ministre et de son gouvernement à l'égard des consommateurs de pétrole. Ne l'avons-nous pas entendu, au cours de la dernière campagne électorale, vanter les mérites de Petro-Canada dont le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a parlé tantôt? Ne l'avons-nous pas vu donner à entendre à qui voulait l'écouter que Petro-Canada deviendrait la pierre angulaire de la politique d'exploration et d'exploitation des nouvelles sources d'énergie au Canada? Que s'est-il passé? Une réponse au leader du Nouveau parti démocratique invoquait dernièrement le manque d'argent pour laisser tomber les projets présumément splendides qu'il disait entretenir avec cette société d'État. Il n'est pas étonnant que le député d'Oshawa (M. Broadbent) ait crié à la trahison, mais faut-il le prendre au sérieux lui-même? Nous l'avons appris de la bouche même du très honorable premier ministre, pendant que le Nouveau parti démocratique et surtout son chef dénonçaient avec virulence le parti libéral et son leader, dans les officines de leurs partis respectifs, ils parlaient ensemble de gouvernement de coalition afin d'enrayer la montée des progressistes conservateurs dans la faveur populaire. Quelle confiance pouvons-nous avoir dans ces deux formations politiques apparemment opposées, mais qui au fond ne cherchent qu'un objectif, l'asservissement des citoyens aux volontés et aux dictées d'un État devenu omniprésent et omnipuissant?

Mais le plus clair, c'est qu'en dépit des apparences, la politique pétrolière préconisée par les libéraux et largement endossée par les néo-démocrates favorise indûment les riches au détriment des classes laborieuses. On a fait grand état de la taxe de 18c. le gallon imposé sur l'essence dans le budget Crosby, mais libéraux et néo-démocrates ont soigneusement caché au peuple que le même budget prévoyait pourtant que les moins favorisés et les entreprises de transport public des avantages fiscaux qui auraient amorti les effets des hausses de prix envisagées et qui du même coup visaient également à une économie dans l'utilisation de ce produit. Ce que les libéraux et les néo-démocrates n'ont pas dit aux consommateurs, c'est que le système actuel de subventions à la consommation ne favorise pas les petits, mais surtout les gros consommateurs de pétrole. A l'heure actuelle, tous les contribuables canadiens sont appelés au moyen des taxes et des emprunts de la trésorerie fédérale à payer une subvention qui atteint sinon dépasse les \$20 le baril de pétrole importé.

Or qui profite le plus de cette subvention? Naturellement, celui qui consomme le plus de pétrole. Et qui sont ces gens? Les propriétaires de véritables châteaux dans le genre de celui que le très honorable premier ministre lui-même achetait il y a quelques mois à Montréal. Alors que la dépense moyenne d'huile à chauffer, pour un modeste bungalow se situe entre